



LE KOF ESTIME LA HAUSSE À 3,9% EN 2018

Santé: progression continue des prix **PAGE 3**

BERNARD RÜEGER, PRÉSIDENT DE LA CVCI
Des JO plus durables en Suisse? **PAGE 8**

LOGICIELS BANCAIRES À RENENS (VAUD)
Temenos au-delà des attentes **PAGE 4**

CS: FONDS DÉDIÉ À L'IMMOBILIER DURABLE
Capital augmenté de 130 millions **PAGE 5**

EN PRÉVISION DU RACHAT DE BACKWERK
Valora veut lever 160 millions **PAGE 5**

L'INTÉRÊT DES SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES
Le grand trend du coworking **PAGE 6**

RALLONGE DE CINQ MILLIONS DE FRANCS
Nouveau centre R&D à Fribourg **PAGE 6**

POTENTIELLE MANIPULATRICE DE DEVICES
Le Trésor US surveille la Suisse **PAGE 7**

Pryv s'affirme dans la santé électronique



PIERRE-MIKAEL LEGRIS. La start-up lausannoise, qui est active dans la sécurité des données numériques de santé a levé 1,1 million de francs en pré-série A pour accélérer sa croissance et préparer un financement en série A.

L'entreprise romande Pryv SA a annoncé hier le bouclage d'un tour de financement de 1,1 million de francs et conduit par la société suisse Cosa Trade SA. Cette dernière détient des intérêts dans des petites et moyennes entreprises qui évoluent dans des secteurs d'avenir en y jouant un rôle de pionnier. Ce montant provient de deux anciens et de deux nouveaux investisseurs. Il sera employé pour consolider les opérations de la start-up créée en 2012 par son CEO, Pierre-Mikael Legris. C'est d'une certaine manière un pré-financement (Pre-Série A) pour accélérer la croissance de Pryv et préparer un tour de financement qualifié de série A, du capital croissance. Celui-ci devrait être finalisé au premier trimestre 2018. Pryv se bat bien pour s'imposer dans le domaine de la protection et la sécurisation des données médicales qui constituent un enjeu considérable. Le vieillissement de la population mondiale entraîne une demande accrue de données des patients. C'est un marché en plein essor mais qui doit être davantage réglementé. La pression des autorités chargées de la réglementation augmente. Pryv se révèle aujourd'hui compatible au plan international. Ses solutions state-of-the-art sont centrées sur les patients. **PAGE 4**

Un relais bienvenu pour l'accès au marché chinois

FORUM SINO-SUISSE. Nécessaire même selon les PME romandes du secteur de la santé qui ont fait le détour par Zurich.



Nicolas Durand, CEO et fondateur d'Abionic qui a créé la station de diagnostic immunologique la plus rapide au monde.

PIOTR KACZOR

Le Forum sino-suisse 2017 dédié au secteur de la santé qui s'est tenu mercredi à Zurich a permis à nombre d'entreprises suisses, et tout particulièrement à des jeunes pousses romandes d'établir des relations utiles avec des investisseurs potentiels chinois. Et avec des spécialistes des questions réglementaires d'un secteur chinois de la santé confronté aux mêmes défis majeur que les sociétés occidentales, vieillissantes. Mis sur pied par la China-Europe International Business School CEIBS) et par UBS, le forum a donné lieu à des rencontres non seulement bienvenues mais jugées «néces-

saires» pour permettre aux PME, et à fortiori aux jeunes pousses, d'envisager leur expansion sur le marché chinois, ainsi que le souligne Edouard Goupy, CEO de DomoSafety, une jeune entreprise basée à Lausanne active sur le marché du vieillissement et du grand âge. Autre société basée à Lausanne, Abionic, qui a créé la station de diagnostic immunologique la plus rapide au monde, estime que la présence exclusive des médecins dans les hôpitaux en Chine «constitue pour nous une opportunité» ainsi que le souligne son CEO Nicolas Durand, qui adopte pourtant une posture d'observation pour tenir compte des risques encourus. **PAGE 3**

La transition doit passer par le gaz selon Holdigaz

CHRISTIAN AFFOLTER

La question du recours au gaz naturel pour assurer la transition lors de la sortie nucléaire a été soigneusement évitée dans le cadre du débat sur la stratégie énergétique. Mais elle se retrouvera

certainement bientôt à nouveau à l'agenda. Car importer de l'électricité sale de l'étranger n'est pas une option. Ceux qui combattent le recours au gaz naturel pour la production d'électricité en Suisse oublient qu'il n'y a guère d'alternatives en termes de bilan CO₂

global. Le président et administrateur délégué d'Holdigaz Philippe Petitpierre insiste aussi sur la rapidité de la mise en place et la modestie des coûts d'un remplacement de la capacité des centrales nucléaires par des centrales à gaz à cycle combiné. **PAGE 5**



PHILIPPE PETITPIERRE. Il estime qu'il n'y a guère d'alternatives au gaz naturel.

La restauration sans gluten est labellisée

ALIMENTATION. L'entreprise vaudoise FreeGluten certifie avec son label les restaurants qui cuisinent sans gluten.

MATTEO IANNI

Labelliser la restauration sans gluten. C'est dans cette optique que FreeGluten a été créée. Il n'existe pas au niveau de la restauration de garantie équivalente à celle imposée par la réglementation européenne sur les produits à la vente dans le commerce, le fameux épi barré que l'on retrouve sur les emballages des aliments sans gluten et qui garantit une teneur inférieure à 20 mg/kg. Le label Freegluten est vu par sa conceptrice Laura de Falco comme un outil destiné à restaurer la confiance des consommateurs et à accompagner les professionnels qui souhaitent proposer cette cuisine. En échange de la certification, ces derniers doivent

s'engager à suivre une formation et des contrôles sont faits dans leur établissement. L'analyse en laboratoire est effectuée en collaboration avec le Service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV) du Canton de Vaud. Créée officiellement en avril 2016, Free Gluten a pour l'instant labellisé un premier restaurant, le Café du Commerce, à Grandson (Vaud). Laura De Falco s'est fixée comme objectif de labelliser 3600 restaurants en cinq ans. Aujourd'hui, environ 1% de la population suisse est cœliaque. Afin de sensibiliser davantage de restaurateurs, elle travaille déjà avec l'École hôtelière de Genève pour organiser une formation destinée aux professionnels. **PAGE 4**

L'innovation suisse et la durabilité en Afrique

CCIG. Vincent Subilia, le directeur général adjoint invitait Africa 21 et la CNUCED pour en débattre hier à Genève.

ELSA FLORET

«L'Afrique recèle un potentiel de croissance à faire pâlir la vieille Europe, pour nos PME en particulier, à ce titre, Genève - place des affaires neutre, stable et exempte de passé colonial - constitue une courroie de transmission privilégiée vis-à-vis de ce continent pluriel», explique Vincent Subilia, pour qui le plaidoyer entrepreneurial en fa-

veur de l'Afrique est par ailleurs la meilleure réponse à apporter aux défis migratoires et sécuritaires. Le directeur général adjoint de la Chambre de Commerce et d'industrie de Genève organisait une conférence sur l'innovation et le développement durable au service de l'entrepreneuriat africain et suisse. En partenariat avec Africa 21, Think tank et Do thank et la CNUCED. **PAGE 7**

LINDEGGER
OPTIQUE
maîtres opticiens
Genève www.lindegger-optic.ch



9 771421 948004 4 0 0 4 2

Holdigaz explique l'impasse de la transition voulant se passer du gaz

BILAN GLOBAL. Le président et administrateur délégué d'Holdigaz Philippe Petitpierre insiste sur les enjeux d'une sortie du nucléaire selon la stratégie.

CHRISTIAN AFFOLTER

L'administration fédérale a réussi à passer sous silence en dernière minute l'importance du gaz naturel pour assurer la transition dans l'approvisionnement en électricité en cas d'une sortie du nucléaire. Un acte qui a peut-être été décisif pour une décision positive en votation populaire sur la stratégie énergétique 2050 de Doris Leuthard. Mais il est quasi certain qu'elle se verra bientôt contrainte de mettre le gaz naturel à nouveau à l'agenda.

Le citoyen suisse ne semble guère aimer entendre parler d'une énergie fossile pour remplacer le nucléaire, même si elle génère nettement moins d'émissions de CO₂ que le pétrole. Au point même d'oublier que le bilan écologique global d'une production d'électricité indigène avec des centrales à gaz à cycle combiné serait nettement meilleur qu'en cas d'importation des quantités manquantes, sans aucun égard pour la manière dont cette électricité a été produite. La pollution générée à l'étranger pour produire de l'énergie consommée en Suisse ne semble pas devoir être prise en considération.

Le groupe a annoncé fin septembre un excellent chiffre d'affaires, avec un bénéfice record, en progression constante depuis 2005. Sa situation financière est d'autant plus solide qu'elle ne se base que sur des fonds propres. Et Holdigaz reste le seul distributeur de gaz naturel du marché suisse dont



PHILIPPE PETITPIERRE. Le président d'Holdigaz insiste sur le fait qu'il faut aussi prendre en considération la pollution à l'étranger.

la majorité se trouve en mains privées. Entretien avec le président et administrateur délégué d'Holdigaz Philippe Petitpierre.

Le gaz naturel générateur d'électricité semble avoir perdu en importance suite à sa disparition de la Stratégie énergétique et l'abandon du projet Chavalon. Est-il encore d'actualité?

Nous pouvons par exemple nous référer aux analyses du Directeur Exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) Fatih Birol, selon lequel le gaz naturel fera partie des gagnants indiscutables, aux côtés du solaire et de l'éolien, pour remplacer le charbon et le pétrole. Au niveau suisse, j'insiste sur le fait que la transition 2050, en particulier la sortie du nu-

cléaire, ne peut simplement pas se faire sans le recours au gaz.

N'y a-t-il aucune alternative?

Même en diminuant ou optimisant notre consommation d'électricité grâce aux progrès technologiques, il n'est pas possible de renoncer au gaz naturel pour produire de l'électricité dans notre pays. La consommation d'électricité enregistre toujours une hausse structurelle en cas d'aug-

mentation des activités économiques. Prétendre pouvoir se passer du gaz est une malhonnêteté intellectuelle. La Loi sur l'énergie est en fait une Loi sur l'électricité: le charbon, le mazout et le gaz n'y sont pas mentionnés une seule fois. Il serait possible de compenser toute la production des centrales nucléaires actuelles par des centrales de couplage chaleur-force alimentées au gaz naturel. En choisissant les emplacements de manière judicieuse, le réseau gazier actuel peut tout à fait absorber la charge supplémentaire. Le coût en serait donc limité – quelques centaines de millions de francs, mais pas un milliard –, et il serait possible de les construire en moins de dix ans, en ayant recours au droit d'urgence.

Ne serait-il pas possible de couvrir les besoins par des importations?

Prétendre cela est une malhonnêteté intellectuelle tout aussi grave, et c'est surtout agir sans aucune considération éthique. Il est certes possible de faire des achats d'énergie sur le marché européen à 1 centime le kilowattheure. Mais cette énergie grise, voire noire, est générée par des centrales à charbon, dans la région de la

Ruhr en Allemagne, voire d'auteurs en Europe, où les taux de soufre sont totalement disproportionnés et les rejets de CO₂ extrêmement élevés. Partout, l'on crie haro sur le charbon, et la Suisse va devoir acheter de l'électricité ainsi produite si elle ne prend pas de mesures rapidement?

Pourquoi cet égard aussi faible pour la pollution à l'étranger?

Les taxes actuelles n'encouragent pas la production par des moyens propres, bien au contraire. En Europe, la taxe CO₂ se monte à 5-10 euros la tonne, contre 84 francs, bientôt 96 francs, en Suisse. Pour être cohérents, le vrai prix de la compensation se situerait plutôt entre 140 et 160 francs la tonne de CO₂. A ce niveau-là, les gaziers pourraient offrir des réponses intéressantes, notamment en captant le CO₂ et en le valorisant ensuite sous diverses formes. L'hydraulique redeviendrait compétitif lui aussi. Dès lors, pourquoi ne pas taxer l'énergie qui rentre dans notre pays à sa juste valeur? Ce qui est sûr, c'est que la vision à court terme actuelle n'est pas du tout responsable. A plus forte raison parce qu'elle diminue notre autonomie énergétique. ■

L'innovation dans le domaine du chauffage à gaz

Pour l'instant, Holdigaz se concentre sur l'utilisation croissante du gaz naturel pour le chauffage. Le groupe veveysan vient d'annoncer un nouveau contrat de distribution exclusive en Suisse pour les chaudières thermodynamiques novatrices de boostHEAT permettant de diviser par deux tant la consommation d'énergie que les émissions de CO₂.

Votre engagement en faveur d'une chaudière permettant de diminuer la consommation de gaz paraît un peu contre-intuitif. Comment pouvez-vous l'expliquer?

Les économies d'énergie qu'elle permet de réaliser s'inscrivent totalement dans les objectifs de la Stratégie énergétique. C'est une contribution effective et efficiente de l'industrie gazière à la transition énergétique: en effet, à confort égal on va diminuer de moitié la consommation de gaz naturel et diminuer d'un même facteur les rejets de CO₂. Ces chaudières s'adressent tant au marché de la rénovation qu'aux immeubles neufs. Le pari que nous faisons est relativement simple: en Suisse, il y a 840.000 installations de chauffage qui fonctionnent au mazout, nettement plus polluant que le gaz. Le bilan de nos ventes restera équilibré si nous nous donnons comme objectif de convertir une installation anciennement au mazout pour chaque remplacement d'une installation fonctionnant au gaz naturel. Ce même bilan deviendra positif si nous arrivons à encore plus de conversions du mazout vers le gaz. C'est un pari économique, énergétique et politique. – (CA)

VALORA: augmentation de capital pour BackWerk

Valora compte mener une augmentation de capital d'environ 160 millions de francs afin de financer notamment le rachat de l'entreprise BackWerk et le développement de ses capacités de production. Le détaillant a ainsi invité ses actionnaires à une assemblée générale extraordinaire le 8 novembre afin de recevoir le feu vert pour cette transaction. BackWerk est un boulanger allemand en self service avec plus de 340 filiales. En outre Valora prévoit de renforcer ses capacités de production pour des produits de boulangerie saumurée en Allemagne et aux Etats-Unis grâce à des investissements d'environ 50 millions d'euros dans les deux prochaines années.

La question négligée de l'autonomie énergétique

En temps de paix, la tentation est de n'accorder guère d'importance aux mouvements stratégiques qui s'opèrent sans forcément avoir recours à une guerre chaude. Pourtant, la situation pourrait devenir critique pour la Suisse et de nombreux autres pays européens si certains fournisseurs se mettaient à faire pleinement usage de leurs avantages stratégiques en termes d'énergie.

Pourquoi l'autonomie énergétique est-elle aussi importante?

Nous n'arriverons pas à résister à la guerre énergétique qui se prépare – principalement entre la Russie et les Etats-Unis, avec la mainmise sur l'Europe comme enjeu – avec une attitude «not in my backyard» (pas dans mon jardin). Car il ne faut pas oublier que la production de pétrole et de gaz de schistes aux Etats-Unis a totalement changé la donne: les Etats-Unis sont à nouveau capables d'attirer de l'industrie, mais aussi de nombreuses entreprises, y compris chinoises, d'autres secteurs, grâce à un coût de l'énergie particulièrement bas. Ce qui va au détriment de nous, Européens. Et l'Ukraine

a été la première tentative des Etats-Unis, devenus exportateurs, de déstabiliser l'approvisionnement en gaz de l'Europe par la Russie.

Qu'en est-il alors du projet Petrosvibri?

Aujourd'hui, le gaz que nous distribuons provient à 100% de l'étranger, nous en sommes donc totalement dépendants. Mais contrairement au pétrole, où cela est également le cas, nous avons ici la chance extraordinaire de pouvoir monter une production indigène. C'est facile de dire stop à Petrosvibri, ou à des projets d'exploitation de schistes sur le Plateau par le biais de manifestations. Mais si ceux qui s'y opposent étaient conséquents, ils devraient aussi être les premiers à manifester contre les importations d'énergie dans les conditions actuelles tout particulièrement. Sinon, il ne s'agit de rien d'autre que d'un discours politique incohérent. Petrosvibri permettrait à lui seul, dans le meilleur des cas, d'approvisionner toute la Suisse en gaz naturel pendant 25 ans. Notre dépendance totale vis-à-vis de l'étranger est beaucoup plus dangereuse et moins responsable que de favoriser la production indigène. – (CA)

CS: le fonds dédié à l'immobilier durable va lever 130 millions

Le développement de plusieurs projets saint-gallois et zurichois sera assuré.

Le fonds immobilier Credit Suisse Real Estate Fund (CS REF) Green Property va procéder du 30 octobre au 10 novembre prochain à une augmentation de capital pour un montant maximal de 130,2 millions de francs. Au total, jusqu'à 1.132.587 de nouvelles parts seront émises, a précisé hier la division de gestion d'actifs de la banque aux deux voiles.

Un droit de souscription est attribué pour chaque part existante,

quinze droits donnant droit à la souscription d'une nouvelle part. Le prix d'émission au moment de la libération - le 17 novembre - s'élève à 115 francs pour une valeur nette d'inventaire (VNI) de 112,44 par part.

L'émission sera réalisée sous la forme d'un placement à la commission («best effort») dans le cadre d'une offre de souscription publique en Suisse. Les parts non souscrites pourront ne pas être émises, auquel cas le montant

d'émission sera modifié, indique Credit Suisse.

Le produit de l'opération sera utilisé pour «poursuivre le développement d'un portefeuille immobilier de grande qualité», assure le communiqué, citant plusieurs projets à Wil (SG), à Aarau (SG) et à Bülach (ZH). Lancé en 2009, le fonds CS REF Green Property se veut «le plus grand fonds de Suisse dans le domaine des placements immobiliers durables». ■

Cablex reprend les activités de Meier

GÉNIE CIVIL. La filiale de Swisscom souhaite accroître ses services.

Cablex, filiale de Swisscom, reprendra les actifs et tous les collaborateurs de Meier, une société spécialisée dans la construction de conduites et le génie civil, à partir du 1^{er} janvier 2018. L'entité acquise sera intégrée dans la division Infrastructure de cablex. Les détails financiers de l'opération n'ont pas été divulgués.

Ce rachat permettra à la filiale du géant bleu de proposer, sous son propre nom, une palette de services plus grande à ses clients. L'entreprise Meier, basée à Wilen dans le canton de Schwytz, compte sept employés et a été fondée en 1993. Son fondateur Thomas Meier a «décidé de prendre un peu de recul» et de vendre la société à cablex.

Cette dernière est spécialisée entre autres dans la construction, la maintenance et l'exploitation de solutions d'infrastructures. La filiale emploie près de 1400 collaborateurs en Suisse. ■

Nouvelle CCT et hausse de salaire

CONSTRUCTION EN BOIS. Au terme de longues négociations, les partenaires sociaux ont réussi à s'entendre autour d'une nouvelle convention collective (CCT) dans le secteur de la construction en bois. Les salariés de la branche bénéficieront d'une hausse de salaire générale de 1%. La nouvelle convention, déclarée de force obligatoire par le Conseil fédéral le 10 octobre, entrera en vigueur début 2018, a indiqué Syna hier. La CCT n'est cependant valable que pour la Suisse alémanique et le Tessin, précise à l'ats le porte-parole du syndicat Daniel Arm. Les négociations sont encore en cours en Suisse romande.

Outre la hausse de 1%, la nouvelle CCT fixe le congé paternité à trois jours. Les salariés de la construction en bois recevront une augmentation salariale avec chaque année d'expérience professionnelle supplémentaire acquise. Mensuellement, un ouvrier du secteur percevra 170 francs de plus. – (ats)

SIKA: nouvelle usine au Pakistan

Sika renforce ses capacités de production au Pakistan avec la mise en service à Lahore d'une nouvelle usine de mortier et d'additifs pour béton, a indiqué hier la multinationale zougnoise. Le chimiste du bâtiment escompte ainsi se positionner pour tirer le meilleur parti de la croissance attendue du secteur local de la construction. Parallèlement à cette implantation dans le Nord du pays, Sika a délocalisé des capacités de production existantes de Lahore vers Karachi, au Sud.